

THÉÂTRE ET ÉCOLOGIE,
LAUSANNELa forêt au cœur
d'un festival

«J'ai longtemps été obsédé par l'idée de rendre le théâtre utile et de faire de lui un outil de changement pour un monde meilleur, raconte Vincent Fontannaz.

C'est ce qui a guidé mes pas en Amazonie.» Aujourd'hui, le comédien monte son spectacle *Comment bruissent les forêts* à la Maison de quartier de Chailly (MQC), à Lausanne, du 22 au 25 avril. Il propose en parallèle une série de rendez-vous écolos dans le cadre du Festival des forêts qui accompagne l'événement. Demain, l'ingénieur forestier Ernst Zürcher donnera une conférence «Les arbres entre visible et invisible», en collaboration avec le Parc naturel du Jorat (ve 23, 16h). Samedi, on pourra participer aux «Balades des plantes médicinales du quartier» avec Michela Canevascini et Vanessa Weibel (14h30), avant une table ronde avec le philosophe et spécialiste de la transition écologique Dominique Bourg (17h). Au programme le soir, une marche nocturne dans les bois de Sauvabelin avec Paolo Carnaghi (21h15). Dimanche (14h30), les élèves en théâtre de la MQC joueront leur *Spectacle forestier*.

CDT/FLORENCE INEICHEN

Du 22 au 25 avril, sur réservation, Maison de quartier de Chailly, Lausanne, www.lessoiresdenzo.ch; www.m-q-c.ch



AGORA

Compenser tout travail perdu
à l'aéroport

Genève ► Alors que des vagues de licenciements se profilent dans un secteur aérien sinistré, Jamshid Pouranpir, secrétaire syndical au SSP, demande la mise en place de mesures fortes pour transférer les emplois perdus à l'aéroport de Genève dans d'autres domaines économiques.

JAMSHID POURANPIR*

Des managers de beau temps ont montré leurs limites pendant cette pandémie. Personne ne peut exclure la charrette des licenciements à l'aéroport de Genève à venir d'ici à quelques mois. Les plus optimistes des experts ne prévoient pas de retour au volume du trafic aérien de 2019 avant deux ou trois ans.

Le mécanisme des aides fédérales via la réduction de l'horaire de travail (RHT) est limité dans le temps. Pour l'heure, fin septembre 2021, les entreprises actives à l'aéroport devront assumer le paiement des salaires de quelque 11 000 personnes. Nul besoin d'être devin pour prédire qu'il n'y aura pas suffisamment de travail pour tout le monde.

Des employeurs indécis ont pourtant déjà licencié tout en profitant pleinement des mesures d'aide. Personne ne s'en est ému ni à Berne ni à la rue de l'Hôtel-de-Ville de Genève. Des chantres de privatisations à tout va ont finalement compris l'importance d'un Etat fort et les carences de «la main invisible du marché» à qui on ne saurait plus confier tout notre destin.

Le transport est un bien commun de l'ensemble de la population. Qu'il s'agisse de transport aérien, urbain, ferroviaire, fluvial ou lacustre, l'Etat doit se préoccuper de la viabilité des moyens de déplacement. L'initiative populaire «Pour un contrôle démocratique de l'aéroport» a été acceptée par plus de 56% du corps électoral en no-

vembre 2019. Le «Green Deal» européen, les objectifs de développement durable, l'importance grandissante du tourisme de proximité, de la consommation locale et la découverte de visioconférence augmentent la pression sur le secteur aérien. La suppression des trains de nuit et la tendance à passer un week-end dans une mégapole européenne font partie du passé.

Avant un torrent social provoqué par des licenciements à venir, nous devons engager des mesures fortes pour le transfert des emplois de l'aéroport vers d'autres domaines économiques. Le retour en puissance de l'Etat est évoqué bien au-delà des cercles syndicaux et de gauche. Afin de ne pas creuser encore plus la perte de confiance dans les institutions, il faut déployer des moyens pour la création des emplois équivalents.

Le personnel actif à l'aéroport détient des compétences de haut niveau, une très grande flexibilité, qui se distinguent par le respect scrupuleux des mesures de sécurité et de la ponctualité dans un environnement international. On imagine à peine la chaîne de travail humain qui peut assurer l'arrivée et le départ d'un avion. Ce personnel peut apporter son savoir-faire à bien d'autres domaines économiques.

Le choix réside entre subir un écoulement social inouï ou accompagner une évolution économique provoquée par la pandémie sur fond de pression sur les voyages en avion. Le coût d'un chômage massif, avec son corollaire de conflits sociaux, sera très lourd pour un canton frontalier et ouvert sur le monde.

Les pouvoirs publics ont tout intérêt à engager le dialogue avec les partenaires sociaux à l'aéroport pour initier une transition des emplois vers d'autres secteurs économiques. Ou laisser faire la main invisible...

* Secrétaire syndical, Syndicat des services publics
- Aéroport, Genève.

CARNETS PAYSANS

Les écrevisses du progrès

«Plus jamais les paysans ne seront des Versaillais! Nous sommes ici pour fêter le mariage des Lip¹ et du Larzac.» C'est Bernard Lambert, fondateur du mouvement des Paysans travailleurs, une des forces majeures de la Nouvelle gauche paysanne française, qui aurait prononcé ces mots lors de l'immense rassemblement (100 000 personnes) sur le plateau du Larzac les 17 et 18 août 1974. Lambert fait référence ici à la Commune de Paris dont on célèbre en ce moment le 150^e anniversaire. Les Versaillais-es sont, comme on sait, les partisan-es du gouvernement d'Adolphe Thiers, replié à Versailles pendant l'insurrection parisienne.

Dans *La Guerre civile en France*, sa tentative d'interprétation immédiate de la Commune de Paris, Karl Marx souligne que l'impossibilité dans laquelle s'est trouvée la Commune de communiquer avec les zones rurales du pays a constitué un facteur déterminant de l'échec de l'insurrection. Les forces de la répression savaient, écrit-il, que «trois mois de libre communication entre le Paris de la Commune et les provinces amèneraient un soulèvement général des paysans: de là [une] hâte anxieuse à établir un blocus de police autour de Paris comme pour arrêter la propagation de la peste bovine.» Marx considère que la Commune représentait une chance pour les paysans français-es. Une chance d'être libéré-es des impôts confiscatoires qui les frappaient, une chance d'être libéré-es du poids des dettes qui les tenaient en servage. En somme, poursuit Marx, «la Commune est la chance du paysan,

le premier mot de son émancipation».

André Léo (1824-1900), écrivain, socialiste et féministe, est, au sein de l'insurrection parisienne, l'une de celles qui affirmeront le plus vivement la nécessité de réaliser la jonction avec les paysannes françaises. Elle soutient, par exemple, l'idée d'un décret abolissant les dettes hypothécaires qui pèsent lourdement sur la paysannerie de l'époque. Une adresse «Au travailleur des campagnes», datée d'avril 1871 et attribuée avec certitude à André Léo mais signée «Les travailleurs de Paris», débute ainsi: «Frère, on te trompe. Nos intérêts sont les mêmes. Ce que je demande, tu le veux aussi. Qu'importe si c'est à Paris où à la campagne que le pain, le vêtement, l'abri, le secours manquent à celui qui produit toute la richesse de ce monde? Qu'importe que l'oppressé ait nom: gros propriétaire ou industriel? [...] Nous sommes encore, toi et moi, les vassaux de la misère.»

Le journaliste Jean-Baptiste Clément fait entendre un autre son de cloche, le 3 mai 1871, dans le journal de Jules Vallès, *Le Cri du peuple*. S'en prenant aux «Croquants de Bagnolet» – Bagnolet est alors hors des murs de Paris et fait partie de la zone maraîchère qui approvisionne la ville – mais évoquant toute la paysannerie, il écrit: «Vous êtes les cris des plébéites impériaux, les écrevisses du progrès, les déserteurs de la justice, les réfractaires de la liberté.»

C'est cette vision des paysannes que retiendra l'histoire,



FRÉDÉRIC
DESHUSSES*

car le rapprochement espéré par André Léo ne se produira pas. Dans sa contribution à *L'Histoire de la France rurale*, l'historien Maurice Agulhon relève que «la seule participation d'importance des paysans au drame parisien est celle

– involontaire – des paysans sous l'uniforme versaillais: soldats des régiments réguliers reconstitués ou mobiles bretons. Ces malheureux terminent à leur épopée, en laissant dans l'opinion de la gauche démocratique une nouvelle version [...] du mythe du rural [...] que les paysannes non éclairées fournissent au camp de la réaction» (tome III, p. 345 de l'édition de poche).

Ainsi, lorsqu'il s'exclame au Larzac que «plus jamais les paysans ne seront des Versaillais», Bernard Lambert cherche à rompre avec cette idée d'une paysannerie alliée historique de la réaction. Sa phrase s'entend comme une promesse aux participant-es à la manifestation, aussi bien que comme un appel pressant aux paysannes. Comme André Léo cent ans avant lui, Lambert ne voit d'issue durable pour le mouvement social que dans une alliance entre les exploités-es des villes et des campagnes, dans le «mariage des Lip et du Larzac»: une nocce souvent espérée et rarement célébrée.

* Observateur du monde agricole.

¹ La mobilisation des ouvriers de l'usine horlogère Lip à Besançon, autre lutte emblématique des années 1970, a débuté trois mois plus tôt. Quelque 200 «Lip» participent au rassemblement du Larzac (ndlr).